

Convention de mise à disposition des espaces du Château à titre onéreux

Entre les soussignés

La commune d'Aubenas représentée par Monsieur Jean-Yves Meyer, en sa qualité Maire, dûment habilité par délibération n°2025-XX en date du XX/XX/XXXX,

Ci-après dénommé « la Commune »

D'une part,

Et,

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part,

Ci-après dénommés collectivement les « Parties »,

PRÉAMBULE

Le Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine d'Aubenas mène une mission de service public dans le domaine culturel par la présentation d'expositions, une offre culturelle et pédagogique autour du patrimoine et des arts visuels. Son activité s'inscrit dans un réseau d'acteurs impliqués dans le domaine culturel, touristique, social...

La mise à disposition des espaces du Château à titre onéreux contribue à soutenir cette mission de service public et est proposée dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à l'image et aux missions du Château centre d'art contemporain et du patrimoine.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les termes de la mise à disposition des espaces du Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine d'Aubenas à l'occupant.

Article 2 : Choix de l'offre de mise à disposition et objet de l'occupation

Choix de l'offre de mise à disposition :

Nombre d'agents de sécurité mobilisés par l'occupant et sa charge :

Tarif correspondant à l'offre :

Objet de l'occupation :

Nombre de personnes :

Désignation des prestataires extérieures mobilisés par l'occupant :

Article 3 : Date et durée de la mise à disposition

La mise à disposition est fixée au XX pour une durée de XX heures allant de XX à XX heures. La manifestation se tiendra de XX à XX heures.

Article 4 : Engagements de la commune d'Aubenas

La commune s'engage à mettre à disposition les espaces du Château tels que désignés dans l'offre choisie.

La commune est tenue d'assurer la veille du Système de Sécurité Incendie du Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine d'Aubenas lors de son ouverture au public. Dans ce cadre, un personnel qualifié Ssiap est mobilisé pour veiller et contrôler le poste du Système de Sécurité Incendie. Le cas échéant, ce personnel devra être complété par un personnel Ssiap à la charge de l'occupant.

La commune mobilise un personnel technique (régisseurs de l'équipe du Château) habilité à intervenir sur le bâtiment et les différents dispositifs liés à son bon fonctionnement. Il accompagne l'occupant dans la mise en place technique de cette mise à disposition et le respect des consignes de sécurité en lui indiquant les obligations et préconisations spécifiques à la manifestation remises par écrit.

Article 5 : Engagements de l'occupant

L'occupant est désigné comme responsable de la manifestation.

Dans le cadre de l'organisation de la Sécurité Incendie, et de l'offre « Autour de la terrasse », l'occupant s'engage à prendre en charge un personnel qualifié Ssiap pour encadrer le public invité à l'occasion et pour toute la durée de cette mise à disposition.

L'occupant garantit à la commune, le cas échéant, qu'il a reçu les autorisations administratives requises et remplit les obligations prévues par les dispositions législatives ou réglementaires applicables à la manifestation proposée.

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter le règlement de visite du Château centre d'art contemporain et du patrimoine, applicable pour les mises à disposition.

L'occupant s'engage à faire respecter les jauges définies dans le type d'offre choisie :

- Offre Salles des Prud'hommes : 85
- Offre Autour de la terrasse en journée : 324
- Offre autour de la terrasse en soirée : 377

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter toutes les mesures sanitaires en vigueur à la date de la manifestation.

L'occupant est tenu de respecter les obligations et préconisations spécifiques à la manifestation remise par écrit par le personnel technique désigné par la commune pour accompagner la mise à disposition.

L'occupant est responsable des sous-traitants et intervenants mobilisés par ses soins et sera tenu responsable en cas de dommage ou préjudice occasionné par ces tiers.

L'occupant s'engage à organiser et à assurer un dispositif de filtrage du public à l'entrée et devra exercer un pouvoir de police auprès de son public pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

L'occupant devra restituer les locaux dans un état de propreté correct.

L'occupant s'engage à informer la commune en cas d'annulation de la mise à disposition (cf. article 9 : Annulation).

Article 6 : Communication

L'occupant est seul responsable de la communication de la manifestation qu'il organise et de ses outils de diffusion.

Article 7 : Participation financière de l'occupant

La mise à disposition des espaces est faite à titre onéreux selon la grille tarifaire approuvée par le conseil Municipal

Mode de paiement accepté : chèque et virement.

Conditions de paiement :

- Paiement des arrhes équivalent à 30 % du montant de la mise à disposition lors de la réservation, à savoir au plus tard trois semaine avant la date retenue,
- le solde du montant de la mise à disposition au plus tard 3 jours avant la date retenue.

Article 8 : Caution

A la réservation, au plus tard trois semaines avant la date retenue, il est exigé le dépôt d'un chèque de caution fixée à 30% du montant de la réservation.

Ce chèque sera restitué à l'issue de la mise à disposition dans le cas d'une restitution sans réserve.

Dans le cas de dégradations, perte, vol ou d'un nettoyage insuffisant, le chèque ne sera restitué qu'en contrepartie du paiement des charges occasionnées. Le cas échéant, il peut être encaissé.

Article 9 : Annulation

L'annulation de la réservation est sans frais jusqu'à 3 semaines de la date réservée. En cas d'annulation à moins de trois semaines de la date de la mise à disposition, les arrhes seront encaissés.

Article 10 : Assurances

L'occupant est tenu de présenter un certificat d'assurance responsabilité civile en vigueur au plus tard un jour avant la date de la mise à disposition.

Article 11 : durée de la convention

A défaut d'un différend sur l'interprétation de la présente convention, les termes de celle-ci seront réputés satisfaits une fois soldée la participation financière du l'occupant.

Article 12 : Résolution des litiges

Concernant tout litige issu de l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher toute solution amiable avant saisine du juge.

La juridiction compétente, pour toute contestation issue de l'exécution des présentes et de leur suite, est le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en deux exemplaires à Aubenas, le

L'occupant

Pour la commune d'Aubenas